

Adresse aux défenseurs du projet de construction d'un *Center Parcs* à Roybon suite aux violences commises en leur nom

Le blocage des travaux a déchaîné la foudre des élus et des syndicats patronaux qui ont réussi à créer une ambiance délétère faite de haine et de suspicion. Elle s'est concrétisée récemment par des attaques physiques contre les occupants du chantier. Je m'adresse à ceux qui sont favorables au projet de *Center Parcs* mais qui néanmoins doutent encore de la stratégie menée à l'encontre des opposants au projet. Allez-vous rester sourds et aveugles vis-à-vis de cette campagne de dénigrement, de rumeurs de toutes sortes, de mensonges, d'intimidations, de menaces de mort, d'incendies volontaires, et de cassages de gueules menée par les quelques nervis qui ont rejoint vos troupes, et dont certains sont identifiés ?

Cette atmosphère détestable doit ravir les porteurs du projet qui, à moindres frais, jouissent d'un appui sur place sans trop se salir ouvertement les mains. Ceux-là pourront en effet apprécier ce climat d'intimidation devenu si fort que les habitants de Roybon et des alentours qui veulent apporter un soutien aux occupants – ou simplement se faire une idée sur la question, sans adopter directement vos positions – se voient obligés de se cacher pour le faire, afin de ne pas subir eux-mêmes de représailles. Ces menaces sensées isoler les occupants de la maison forestière de la Marquise répondent certainement à la volonté devenue récurrente de passer en force puisque Pierre & Vacances et leurs affidés n'ont pas réussi à démontrer le bien-fondé d'une telle infrastructure. Sinon, pourquoi une telle stratégie ? Tous leurs arguments sont battus en brèche par les opposants, et sont même ridiculisés chez certains medias.

Pesez soigneusement les promesses des charlatans intéressés et irresponsables, dont certains ont endetté la commune avant même que la décision d'accepter ou non le centre de vacances soit prise. Considérez les 700 emplois pour ce qu'ils sont effectivement pour Pierre & Vacances : un biais afin d'obtenir *votre* soutien, mais également et surtout celui des élus et les aides financières dont il a bénéficié. Gérard Brémond, son président, a réussi à obtenir de ses relations au Parlement des décrets qui lui sont favorables, baptisés dans les couloirs de l'assemblée « les amendements Brémond » (des arrangements fiscaux et autres niches : ce sont en fait les contribuables qui financeront ce projet). Ainsi les investisseurs ont-ils pu bénéficier successivement de la loi Perisol, de la loi Demessine puis de la loi Censi-Bouvard – qui devait être abandonnée fin 2012, et que Jérôme Cahuzac, alors ministre de l'Économie et des finances, a prolongée de quatre ans, sur les conseils de Brémond. On peut se demander d'ailleurs dans quelle mesure il n'aurait pas participé au contenu de la loi Macron qui vient d'être imposée par le gouvernement pour, entre autres, limiter la possibilité des recours contre ce genre de *projets inutiles*.

Certains pensent que les « zadistes » profitent du système car ils toucheraient le RSA. Le RSA est accordé par l'État pour maintenir la paix sociale dans la mesure où l'économie capitaliste détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée dans sa course folle à l'innovation et à la concurrence. Mais Pierre & Vacances aussi profite indirectement de ce RSA : la société propose des emplois de 9 heures par semaine, ce qui obligera le Conseil général, pour soutenir celles et ceux qui perçoivent un salaire mensuel aussi bas, à verser un complément pour atteindre le revenu garanti par le droit au RSA.

D'un bout à l'autre, toute cette affaire repose sur la fraude, l'escroquerie, et le passage en force.

Considérez-vous que tout est bon pour toucher un salaire ? Jusqu'où devons-nous aller dans l'abaissement ? Allez-vous cautionner la valorisation toujours plus sauvage des terres, de l'eau et de l'air, des êtres vivants ? Pensez-vous comme nos industriels des villes et des champs qu'il ne faut prendre en considération que les gains de productivité dans l'existence, et que les ressources naturelles sont illimitées ?

Cessons d'être gouvernés par la peur, à commencer par celle qu'instille et légitime l'économie : celle de perdre nos emplois ; trouvons plutôt un autre emploi à nos existences. Parmi les zadistes et opposants au *Center Parcs*, beaucoup de ces jeunes sont diplômés et refusent de faire carrière : malgré les emplois bien payés qu'on leur propose, ils font le choix conscient de ne pas participer – via le travail – à des rapports sociaux hantés par le chantage permanent et la destruction de ce qui donne du goût à la vie. Le malheur ne réside pas seulement dans la disparition du bois des Avenières ni dans tous les problèmes environnementaux qui y sont liés, mais aussi dans le fait que la société puisse accepter ou imaginer une aberration de plus sans se poser la question de son utilité sociale, pour la simple raison évoquée de créer des emplois – emplois qui ne satisferont, dans les faits, personne. Nous le savons maintenant, des employés de *Center Parcs* en témoignent : du fait des conditions de travail et de rémunération, 30 % des salariés quittent leur emploi la première année ; ce phénomène est observé sur tous les sites déjà en fonction !

Parmi les sentiments nauséabonds que certains reprennent et alimentent, on trouve des considérations xénophobes lancées par plusieurs élus dont l'un estime, par exemple, qu'avoir un étranger dans la famille est une tare. Ou que le fait de ne pas être de Roybon enlève toute légitimité à se prononcer sur le projet. Et l'on voudrait nous donner des leçons de savoir-vivre ? Bien entendu, ce type de discrimination ne s'adresse qu'à ceux qui ont le toupet de critiquer la campagne pro-*Center Parcs* ; car la xénophobie tactique est à géométrie variable : Gérard Brémond est le bienvenu, et ses touristes pourront venir de Chine ou d'ailleurs sans que cela ne pose le moindre problème.

À ce stade-là sachez que c'est en votre nom à tous que des élus diffusent ces considérations xénophobes et que certains incendient, passent à tabac et menacent de mort. Aller casser du zadiste ou assimilé en bande de mecs (comme d'autres, il n'y a pas si longtemps, allaient casser du « bougnoule ») semble bien plus facile que de se rebeller contre leurs conditions d'existences... Certes les pompiers, maire et gendarmes et autres détenteurs de l'autorité les laissent pour le moment pratiquer leur terrorisation *de proximité*, mais qu'ils ne croient pas que cette impunité durera toujours. Rien de plus facile que de tuer ou de blesser gravement quelqu'un, même quand on ne l'a pas forcément voulu. Et si cela arrivait, ils finiraient en taule car l'instrumentalisation du ressentiment des hommes se conclut toujours par le sacrifice des exécuteurs des sales besognes, vaincus et cocus de l'histoire.

Sont-ils vraiment prêts à tuer quelqu'un pour gagner le droit de récurer des chiottes à 319 euros par mois ? Êtes-vous à leurs côtés pour défendre les intérêts particuliers de l'industriel ?

À bon entendeur, salut !

Henri Mora, le 22 février 2015

PS : Une version plus longue et plus fournie de ce texte, sous forme d'une « adresse à ceux qui soutiennent le projet de construction du *Center Parcs* de Roybon et qui sauraient encore entendre raison » sera publiée dans le n°2 de la revue *De tout bois* début avril 2015 (disponible en librairies et en maisons de la presse).